

The Convention was previously published as Miscellaneous No. 2 (1938), Cmd. 5672 and the Supplementary Protocol as Miscellaneous No. 3 (1938), Cmd. 5673.

SHIPPING



Treaty Series No. 15 (1980)

International Convention for the Unification of certain Rules concerning the Immunity of State-owned Ships

Brussels, 10 April 1926

with

Supplementary Protocol

Brussels, 24 May 1934

[The United Kingdom instrument of ratification was deposited on 3 July 1979 and the Convention and Protocol entered into force for the United Kingdom on 3 January 1980]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
January 1980*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

£1.75 net

Cmnd. 7800

**CONVENTION INTERNATIONALE
POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES
CONCERNANT LES IMMUNITÉS DES NAVIRES D'ÉTAT
SIGNÉE A BRUXELLES, LE 10 AVRIL 1926**

Le Président du Reich Allemand, Sa Majesté Le Roi des Belges, Le Président de la République du Brésil, Le Président de la République du Chili, Sa Majesté, Le Roi de Danemark et d'Islande, Sa Majesté Le Roi d'Espagne, Le Chef de l'Etat Esthonien, Le Président de la République Française, Sa Majesté Le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur Des Indes, Son Altesse Sérénissime Le Gouverneur du Royaume de Hongrie, Sa Majesté Le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Japon, Le Président de la République de Lettonie, Le Président de la République du Mexique, Sa Majesté Le Roi de Norvège, Sa Majesté La Reine des Pays-Bas, Le Président de la République de Pologne, Le Président de la République Portugaise, Sa Majesté Le Roi de Roumanie, Sa Majesté Le Roi des Serbes, Croates et Slovènes et Sa Majesté Le Roi de Suède.

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes concernant les immunités des navires d'Etat, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

M. Le Président du Reich Allemand :

S. E. M. VON Keller, Ministre d'Allemagne à Bruxelles,

Dr. Goes, Conseiller de Légation référendaire,

Dr. Richter, Conseiller au Ministère de la Justice du Reich, Conseiller intime de régence,

M. Werner, Premier Conseiller de régence au Ministère des Affaires Economiques du Reich, Conseiller intime de justice,

M. Sieveking, avocat.

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Franck, Membre de la Chambre des Représentants, Président du Comité Maritime International,

M. Le Jeune, Vice-Président du Comité Maritime International,

M. Sohr, Docteur en droit, Professeur de droit Maritime à l'Université de Bruxelles, Secrétaire Général du Comité Maritime International,

M. Henri Rolin, Avocat, Chef de Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères.

M. Le Président de la République du Brésil :

M. de Pimentel Brandao, Conseiller de l'Ambassade du Brésil à Bruxelles.

M. Le Président de la République du Chili :

S. E. M. Armando Quezada, Ministre du Chili à Bruxelles.

Sa Majesté Le Roi de Danemark et d'Islande :

M. K. Sondballe, Docteur en droit, Professeur à la faculté de droit de l'Université de Copenhague.

Sa Majesté Le Roi d'Espagne :

- Don Lorenzo de Benito y Endara, Ancien Professeur de droit commercial de l'Université de Madrid,
- Don Miguel de Angulo y Riamond, Lieutenant-Auditeur de 1^{re} classe de la Marine de Guerre, Assesseur de la Direction de navigation et de pêche,
- Don Juan Gomez Montejo, Officier premier du corps technique d'Avocats de la Direction Générale de la Justice, des Cultes et des Affaires Générales au Ministère de Grâce et Justice.

M. Le Chef de l'État Esthonien :

- S. E. M. Charles Pusta, Ministre d'Esthonie à Bruxelles.

M. Le Président de la République Française :

- M. Degrand, Conseiller de l'Ambassade de la République Française à Bruxelles,
- M. de Rousiers, Secrétaire Général du Comité des Armateurs de France,
- M. Georges Ripert, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Sa Majesté Le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes :

- Sir Leslie Scott, K. C., M. P., avocat général de Sa Majesté,
- L'Honorable Hugh Godley, du Bureau du Conseil parlementaire,
- M. Georges P. Langton, Avocat, Secrétaire Général du Comité Maritime International,
- M. R. M. Greenwood, C. B. E.

Son Altesse Sérénissime Le Gouverneur du Royaume de Hongrie :

- M. le Comte Olivier Woracziczky, Baron de Pabienitz, Chargé d'Affaires de Hongrie à Bruxelles.

Sa Majesté Le Roi d'Italie :

- M. François Berlingieri, Professeur de Droit Maritime à l'Université de Gênes,
- S. E. le Commandeur Charles Rossetti, Ministre Plénipotentiaire, Délégué italien aux Commissions fluviales internationales Président du Comité rhénan pour l'unification du droit privé fluvial,
- M. Torquato Giannini, Professeur, Commissaire de l'Emigration.

Sa Majesté L'Empereur du Japon :

- M. Mechiyoshi Nakanishi, Juge, Premier Président de la Cour d'Appel à Nagasaki,
- M. Hiroyuki Kaway, Conseiller-Ministre de l'Ambassade du Japon à Bruxelles,
- M. Yasuo Ko, Capitaine de frégate, attaché naval à l'Ambassade du Japon à Paris,
- M. Nobukatsu Nagaoka, Secrétaire au Ministère des Communications.

M. Le Président de la République de Lettonie :

M. Le Président de la République du Mexique :

S. E. M. le Dr. Rafael Cabrera, Ministre du Mexique à Bruxelles.

Sa Majesté Le Roi de Norvège :

M. E. Alten, Conseiller à la Cour Suprême.

Sa Majesté Le Roi des Pays-Bas :

E. S. le Jonckheer van Vredenburg, Ministre des Pays-Bas à Bruxelles,

M. B. C. J. Loder, Juge à la Cour permanente de Justice Internationale.

M. C. D. Asser, Jr., Avocat,

M. G. Van Slooten, Membre de la Haute Cour Militaire de Justice, Conseiller à la Cour d'Appel.

M. Le Président de la République de Pologne et la Ville Libre de Dantzig :

S. E. M. le Comte Szembek, Ministre de Pologne à Bruxelles,

M. Jean Namitkiewicz, Juge-Arbitre polonais au Tribunal Arbitral Mixte germano-polonais, Conseiller à la Cour d'Appel, Professeur à l'Université de Varsovie.

M. Le Président de la République Portugaise :

S. E. M. J. Batalha de Freitas, Ministre de Portugal à Bruxelles.

Sa Majesté Le Roi de Roumanie :

M. Bals, Conseiller à la Cour de Cassation,

S. E. M. Contzesco, Ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire, délégué à la Commission Internationale du Danube.

Sa Majesté Le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

S. E. M. Jovan Voutchovitch, Ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes,

M. Milorad Straznicky, Docteur en Droit, Professeur à la faculté de droit à l'Université de Zagreb,

M. Ante Verona, Docteur en Droit, Ancien Vice-Président de la Cour de Cassation à Zagreb, Professeur à l'Université de Zagreb.

Sa Majesté Le Roi de Suède :

M. Algot Johan Fredrik Bagge, Conseiller référendaire à la Cour Suprême.

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE I

Les navires de mer appartenant aux Etats ou exploités par eux, les cargaisons leur appartenant, les cargaisons et passagers transportés par les navires d'Etat, de même que les Etats qui sont propriétaires de ces navires ou qui les exploitent, ou qui sont propriétaires de ces cargaisons, sont soumis, en ce qui concerne les réclamations relatives à l'exploitation de ces navires ou au transport de ces cargaisons, aux mêmes règles de responsabilité et aux mêmes obligations que celles applicables aux navires, cargaisons et armements privés.

ARTICLE 2

Pour ces responsabilités et obligations, les règles concernant la compétence des tribunaux, les actions en justice et la procédure, sont les mêmes que pour les navires de commerce appartenant à des propriétaires privés et que pour les cargaisons privées et leurs propriétaires.

ARTICLE 3

§ 1^{er}. Les dispositions des deux articles précédents ne sont pas applicables aux navires de guerre, aux yachts d'Etat, navires de surveillance, bateaux-hôpitaux, navires auxiliaires, navires de ravitaillement et autres bâtiments appartenant à un Etat ou exploités par lui et affectés exclusivement, au moment de la naissance de la créance, à un service gouvernemental et non commercial, et ces navires ne seront pas l'objet de saisies, d'arrêts ou de détentions par une mesure de justice quelconque ni d'aucune procédure judiciaire « in rem ».

Toutefois, les intéressés ont le droit de porter leurs réclamations devant les tribunaux compétents de l'Etat, propriétaire du navire ou l'exploitant, sans que cet Etat puisse se prévaloir de son immunité:

- 1° Pour les actions du chef d'abordage ou d'autres accidents de navigation;
- 2° Pour les actions du chef d'assistance, de sauvetage et d'avaries communes;
- 3° Pour les actions du chef de réparation, fournitures ou autres contrats relatifs au navire.

§ 2. Les mêmes règles s'appliquent aux cargaisons appartenant à un Etat et transportées à bord des navires ci-dessus visés.

§ 3. Les cargaisons appartenant à un Etat et transportées à bord de navires de commerce, dans un but gouvernemental et non commercial, ne seront pas l'objet de saisies, arrêts ou détentions par une mesure de justice quelconque, ni d'aucune procédure judiciaire « in rem ».

Toutefois, les actions du chef d'abordage et d'accident nautique, d'assistance et de sauvetage et d'avaries communes, ainsi que les actions du chef des contrats relatifs à ces cargaisons pourront être poursuivies devant le Tribunal ayant compétence en vertu de l'article 2.

ARTICLE 4

Les Etats pourront invoquer tous les moyens de défense, de prescription et de limitation de responsabilité dont peuvent se prévaloir les navires privés et leurs propriétaires.

S'il est nécessaire d'adapter ou de modifier les dispositions relatives à ces moyens de défense, de prescription et de limitation en vue de les rendre applicables aux navires de guerre ou aux navires d'Etat rentrant dans les termes de l'article 3, une convention spéciale sera conclue à cet effet. En attendant, les mesures nécessaires pourront être prises par les lois nationales en se conformant à l'esprit et aux principes de la présente convention.

ARTICLE 5

Si, dans le cas de l'article 3, il y a, dans le sentiment du Tribunal saisi, un doute au sujet de la nature gouvernementale et non commerciale du navire ou de la cargaison, l'attestation signée par le représentant diplomatique de l'Etat contractant auquel appartient le navire ou la cargaison, produite à l'intervention de l'Etat devant les Cours et Tribunaux duquel le litige est pendant, vaudra preuve que le navire ou la cargaison rentre dans les termes de l'article 3, mais seulement en vue d'obtenir la mainlevée de saisies, d'arrêts ou de détentions ordonnés par justice.

ARTICLE 6

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées dans chaque Etat contractant sous la réserve de ne pas en faire bénéficier les Etats non contractants et leurs ressortissants, ou d'en subordonner l'application à la condition de réciprocité.

D'autre part, rien n'empêche un Etat contractant de régler par ses propres lois les droits accordés à ses ressortissants devant ses tribunaux.

ARTICLE 7

En temps de guerre, chaque Etat contractant se réserve le droit, par une déclaration notifiée aux autres Etats contractants, de suspendre l'application de la présente convention, en ce sens qu'en pareil cas, ni les navires lui appartenant ou exploités par lui, ni les cargaisons lui appartenant ne pourront être l'objet d'aucun arrêt, saisie ou détention par une Cour de Justice étrangère. Mais le créancier aura le droit d'intenter son action devant le Tribunal compétent en vertu des articles 2 et 3.

ARTICLE 8

Rien dans la présente convention ne porte atteinte aux droits des Etats contractants de prendre les mesures que peuvent commander les droits et devoirs de la neutralité.

ARTICLE 9

A l'expiration du délai de deux ans au plus tard à compter du jour de la signature de la Convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes qui se seront déclarées prêtes à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur. Les ratifications seront déposées à Bruxelles à la date qui sera fixée de commun accord entre les dits Gouvernements. Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Etats qui y prendront part et par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Les dépôts ultérieurs se feront au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement belge et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification qui les accompagnent, sera immédiatement, par les soins du Gouvernement belge et par la voie diplomatique, remise aux Etats qui ont signé la présente Convention ou qui y auront adhéré. Dans les cas visés à l'alinéa précédent, le dit Gouvernement dera connaître, en même temps, la date à laquelle il a reçu la notification.

ARTICLE 10

Les Etats non signataires pourront adhérer à la présente Convention, qu'ils aient été ou non représentés à la Conférence internationale de Bruxelles.

L'Etat qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement belge, en lui transmettant l'acte d'adhésion, qui sera déposé dans les archives du dit Gouvernement.

Le Gouvernement belge transmettra immédiatement à tous les Etats signataires, ou adhérents, copie certifiée conforme de la notification, ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

ARTICLE 11

Les Hautes Parties contractantes peuvent, au moment de la signature, du dépôt des ratifications ou lors de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente Convention ne s'applique pas, soit à certains, soit à aucun des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outremer, se trouvant sous leur souveraineté ou autorité. En conséquence, elles peuvent ultérieurement adhérer séparément au nom de l'un ou de l'autre de ces Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outremer, ainsi exclus dans leur déclaration originale. Elles peuvent aussi, en se conformant à ces dispositions, dénoncer la présente Convention, séparément pour l'un ou plusieurs des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outremer, se trouvant sous leur souveraineté ou autorité.

ARTICLE 12

A l'égard des Etats qui auront participé au premier dépôt de ratifications, la présente Convention produira effet un an après la date du procès-verbal de ce dépôt. Quant aux Etats qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi que dans les cas où la mise en vigueur se fera ultérieurement et selon l'article 11, elle produira effet six mois après que les notifications prévues à l'article 9, alinéa 2, et à l'article 10, alinéa 2, auront été reçues par le Gouvernement belge.

ARTICLE 13

S'il arrivait qu'un des Etats contractants voulût dénoncer la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement belge, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à tous les autres Etats, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation produira ses effets à l'égard de l'Etat seul qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement belge.

ARTICLE 14

Chaque Etat contractant aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient être apportées à la présente convention.

Celui des Etats qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier, un an à l'avance, son intention aux autres Etats, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la conférence.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 10 avril 1926.

[Here follow the signatures: see page 20]

[Translation]

**INTERNATIONAL CONVENTION
FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES
CONCERNING THE IMMUNITY OF STATE-OWNED SHIPS**

The President of the German Reich, His Majesty the King of the Belgians, the President of the Republic of Brazil, the President of the Republic of Chile, His Majesty the King of Denmark and Iceland, His Majesty the King of Spain, the Head of the Estonian State, the President of the French Republic, His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary, His Majesty the King of Italy, His Majesty the Emperor of Japan, the President of the Republic of Latvia, the President of the Republic of Mexico, His Majesty the King of Norway, Her Majesty the Queen of the Netherlands, the President of the Republic of Poland, the President of the Portuguese Republic, His Majesty the King of Roumania, His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes, and His Majesty the King of Sweden,

Recognising the desirability of establishing by common agreement certain uniform rules concerning the immunity of State-owned ships, have decided to conclude a convention to this effect, and have appointed as their plenipotentiaries, viz.:—

The President of the German Reich :

H.E. M. von Keller, Minister of Germany at Brussels,
Dr. Goes, Counsellor of Legation,
Dr. Richter, Councillor at the Ministry of Justice, Geheimer
Regierungsrat,
M. Werner, Geheimer Oberregierungsrat at the Reich Ministry of
Economic Affairs, Geheimer Justizrat,
M. Sieveking, Advocate.

His Majesty the King of the Belgians :

M. Franck, Member of the Chamber of Representatives, President of
the International Maritime Committee,
M. Le Jeune, Vice-President of the International Maritime Committee,
M. Sohr, Doctor of Laws, Professor of Maritime Law at the
University of Brussels, Secretary-General of the International
Maritime Committee,
M. Henri Rolin, Advocate, Principal Private Secretary of the Minister
for Foreign Affairs.

The President of the Republic of Brazil :

M. de Pimentel Brandao, Counsellor of the Brazilian Embassy at
Brussels.

The President of the Republic of Chile :

H.E. M. Armando Quezada, Minister of Chile at Brussels.

His Majesty the King of Denmark and Iceland :

M. K. Sindbale, Doctor of Laws, Professor in the Faculty of Law
of the University of Copenhagen.

His Majesty the King of Spain :

Don Lorenzo de Benito y Endara, late Professor of Commercial Law at the University of Madrid,

Don Miguel de Angulo y Riamond, First-class Lieutenant-Auditor in the Navy, Assessor of the Administration of Navigation and Fishing,

Don Juan Gomez Montejo, Senior Officer of the Technical Corps of Advocates of the Directorate-General of Justice, Ecclesiastical Matters and General Affairs at the Ministry of Grace and Justice.

The Head of the Estonian State :

H.E. M. Charles Pusta, Minister of Estonia at Brussels.

The President of the French Republic :

M. Degrand, Counsellor of the French Embassy at Brussels,

M. de Rousiers, Secretary-General of the Shipowners' Committee of France,

M. Georges Ripert, Professor in the Faculty of Law of Paris

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

Sir Leslie Scott, K.C., M.P., His Majesty's Solicitor-General,

The Honourable Hugh Godley of the Parliamentary Counsel's Office,

Mr. George P. Langton, Barrister, Secretary-General of the International Maritime Committee,

Mr. R. M. Greenwood, C.B.E.

His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary :

Count Olivier Woracziczky, Baron de Pabienitz, Chargé d'Affaires of Hungary at Brussels.

His Majesty the King of Italy :

M. François Berlingieri, Professor of Maritime Law at the University of Genoa.

H.E. Commander Charles Rossetti, Minister Plenipotentiary, Italian Delegate to International Waterways Commissions, President of the Rhineland Committee for the Unification of Private Law on Rivers,

M. Torquato Giannini, Professor, Emigration Commissioner.

His Majesty the Emperor of Japan :

Mr. Mechiyoshi Nakanishi, Judge, Senior President of the Court of Appeal at Nagasaki,

Mr. Hiroyuki Kaway, Counsellor-Minister of the Japanese Embassy at Brussels,

Mr. Yasuo Ko, Commander, Naval Attaché to the Japanese Embassy at Paris,

Mr. Nobukatsu Nagaoka, Secretary in the Ministry of Communications.

The President of the Republic of Latvia :

The President of the Republic of Mexico :

H.E. Dr. Rafael Cabrera, Minister of Mexico at Brussels.

His Majesty the King of Norway :

M. E. Alten, Councillor in the Supreme Court.

Her Majesty the Queen of the Netherlands :

H.E. Jonkheer van Vredenburg, Minister of the Netherlands at Brussels,

M. B. C. J. Loder, Judge of the Permanent Court of International Justice,

M. C. D. Asser, Jr., Advocate,

M. G. Van Slooten, Member of the Military High Court of Justice, Councillor of the Court of Appeal.

The President of the Republic of Poland and the Free City of Danzig :

H.E. Count Szembek, Minister of Poland at Brussels,

M. Jean Namitkiewicz, Polish Judge-Arbitrator on the German-Polish Mixed Arbitral Tribunal, Councillor of the Court of Appeal, Professor at the University of Warsaw.

The President of the Portuguese Republic :

H.E. M. J. Batalha de Freitas, Minister of Portugal at Brussels.

His Majesty the King of Roumania :

M. Bals, Councillor of the Supreme Court of Appeal,

H.E. M. Contzesco, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary, Delegate to the International Commission of the Danube.

His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes :

H.E. M. Jovan Voutchovitch, Minister of the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes,

M. Milorad Straznicky, Doctor of Laws, Professor in the Faculty of Law of the University of Zagreb,

M. Ante Verona, Doctor of Laws, Ex-Vice-President of the Supreme Court of Appeal at Zagreb, Professor at the University of Zagreb.

His Majesty the King of Sweden :

M. Algot Johan Fredrik Bagge, Councillor in the Supreme Court.

Who, having been duly authorised for this purpose, have agreed as follows :—

ARTICLE I

Sea-going ships owned or operated by States, cargoes owned by them, and cargoes and passengers carried on State-owned ships, as well as the States which own or operate such ships and own such cargoes shall be subject, as regards claims in respect of the operation of such ships or in respect of the carriage of such cargoes, to the same rules of liability and the same obligations as those applicable in the case of privately-owned ships, cargoes and equipment.

ARTICLE 2

As regards such liabilities and obligations, the rules relating to the jurisdiction of the Courts, rights of action and procedure shall be the same as for merchant ships belonging to private owners and for private cargoes and their owners.

ARTICLE 3

(1) The provisions of the two preceding Articles shall not apply to ships of war, State-owned yachts, patrol vessels, hospital ships, fleet auxiliaries, supply ships and other vessels owned or operated by a State and employed exclusively at the time when the cause of action arises on Government and non-commercial service, and such ships shall not be subject to seizure, arrest or detention by any legal process, nor to any proceedings *in rem*.

Nevertheless, claimants shall have the right to proceed before the appropriate Courts of the State which owns or operates the ship in the following cases: —

- (i) Claims in respect of collision or other accidents of navigation;
- (ii) Claims in respect of salvage or in the nature of salvage and in respect of general average;
- (iii) Claims in respect of repairs, supplies or other contracts relating to the ship;

and the State shall not be entitled to rely upon any immunity as a defence.

(2) The same rules shall apply to State-owned cargoes carried on board any of the above-mentioned ships.

(3) State-owned cargoes carried on board merchant ships for Government and non-commercial purposes shall not be subject to seizure, arrest or detention by any legal process nor to any proceedings *in rem*.

Nevertheless, claims in respect of collisions and nautical accidents, claims in respect of salvage or in the nature of salvage and in respect of general average, as well as claims in respect of contracts relating to such cargoes, may be brought before the Court which has jurisdiction in virtue of Article 2.

ARTICLE 4

States shall be entitled to rely on all defences, prescriptions and limitations of liability available to privately-owned ships and their owners.

Any necessary adaptation or modification of provisions relating to such defences, prescriptions and limitations of liability for the purpose of making them applicable to ships of war or to the State-owned ships specified in Article 3 shall form the subject of a special Convention to be concluded hereafter. In the meantime, the measures necessary for this purpose may be effected by national legislation in conformity with the spirit and principles of this Convention.

ARTICLE 5

If in any proceedings to which Article 3 applies there is, in the opinion of the Court, a doubt on the question of the Government and non-commercial character of the ship or the cargo, a certificate signed by the diplomatic representative of the contracting State to which the ship or the cargo belongs, communicated to the Court through the Government of the State before whose Courts and Tribunals the case is pending, shall be conclusive evidence that the ship or the cargo falls within the terms of Article 3, but only for the purpose of obtaining the discharge of any seizure, arrest or detention effected by judicial process.

ARTICLE 6

The provisions of the present Convention shall be applied in each contracting State, but without any obligation to extend the benefit thereof to non-contracting States and their nationals, and with the right in making any such extension to impose a condition of reciprocity.

Nothing in the present Convention shall be held to prevent a contracting State from prescribing by its own laws the rights of its nationals before its own Courts.

ARTICLE 7

In time of war each contracting State reserves to itself the right of suspending the application of the present Convention by a declaration notified to the other contracting States, to the effect that neither ships owned or operated by that State, nor cargoes owned by it shall be subject to any arrest, seizure or detention by a foreign Court of law. But the claimant shall have the right to take proceedings before the appropriate tribunal in accordance with Articles 2 and 3.

ARTICLE 8

Nothing in the present Convention shall prejudice the right of the contracting States to take any measures necessitated by the rights and duties of neutrality.

ARTICLE 9

After the expiration of a period of not more than two years from the date on which the Convention is signed, the Belgian Government shall communicate with the Governments of the high contracting parties which have declared themselves ready to ratify it with a view to deciding whether it shall be put into force⁽¹⁾. Ratifications shall be deposited at Brussels at a date which shall be fixed by agreement between the said Governments. The first deposit of ratifications shall be recorded in a *procès-verbal* signed by the representatives of the States which are parties to it and by the Belgian Minister for Foreign Affairs.

(1) The Convention entered into force on 8 January 1937.

Each subsequent deposit of ratifications shall be made by means of a written notification addressed to the Belgian Government and accompanied by the instrument of ratification.

A duly certified copy of the *procès-verbal* relating to the first deposit of ratifications and the notifications mentioned in the preceding paragraph, as well as the instruments of ratification which accompanied them, shall be sent forthwith by the Belgian Government through the diplomatic channel to the States which have signed the present Convention, or which have acceded to it. In the cases contemplated in the preceding paragraph the Belgian Government shall state at the same time the date on which it received the notification.

ARTICLE 10

Non-signatory States may accede to the present Convention whether or not they were represented at the International Conference at Brussels.

A State which desires to accede shall notify its intention in writing to the Belgian Government, and shall at the same time transmit to that Government the document of accession, which shall be deposited in the archives of the Belgian Government.

The Belgian Government shall transmit immediately to all the States which have signed or acceded to the Convention a duly certified copy of the notification and of the instrument of accession, stating the date on which it received the notification.

ARTICLE 11

The high contracting parties may at the time of signature, deposit or ratification or accession, declare that their acceptance of the present Convention does not apply to any one or more of the self-governing Dominions, colonies, possessions, protectorates or overseas territories under their sovereignty or authority. They may subsequently accede separately in the name of any of such self-governing Dominions, colonies, possessions, protectorates or overseas territories excluded in their original declaration. They may also in accordance with its provisions denounce the present Convention separately in respect of each or any of such self-governing Dominions, colonies, possessions, protectorates or overseas territories under their sovereignty or authority.

ARTICLE 12

In the case of States which have taken part in the first deposit of ratifications, the present Convention shall take effect one year after the date of the *procès-verbal* of that deposit. As regards the States which ratify the Convention subsequently, or which accede to it, and also in cases in which the Convention is subsequently put into force in accordance with Article 11, it shall take effect six months after the notifications mentioned in Article 9, paragraph 2, and in Article 10, paragraph 2, have been received by the Belgian Government.

ARTICLE 13

In the event of one of the contracting States wishing to denounce the present Convention, the denunciation shall be notified in writing to the Belgian Government, which shall immediately communicate a duly certified copy thereof to all the other States, at the same time informing them of the date on which it was received. The denunciation shall operate only in respect of the State which has made the notification and be effective one year after the notification has reached the Belgian Government.

ARTICLE 14

Each contracting State shall have the right to call for a new Conference for the purpose of considering possible amendments to the present Convention.

Any State which proposes to exercise this right shall notify its intention one year in advance to the other States through the Belgian Government, which will assume the duty of summoning the Conference.

Done at Brussels, in a single copy, the 10th April, 1926.

[For signatures, ratifications, etc. of the Convention see page 20]

PROTOCOLE
SIGNÉ A BRUXELLES, LE 24 MAI 1934, ADDITIONNEL
A LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION
DE CERTAINES RÈGLES CONCERNANT LES IMMUNITÉS
DES NAVIRES D'ÉTAT,
SIGNÉE A BRUXELLES, LE 10 AVRIL 1926

Les Gouvernements signataires de la Convention Internationale pour l'Unification de certaines Règles concernant les Immunités des Navires d'Etat,

Ayant reconnu la nécessité de préciser certaines dispositions de cet Acte, ont nommés les plénipotentiaires soussignés, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

I

Des doutes s'étant élevés quant au point de savoir si, et dans quelle mesure, les mots « exploités par lui » à l'article 3 de la Convention, s'appliquent ou pourraient être interprétés comme s'appliquant aux navires affrétés par un Etat, soit à temps, soit au voyage, la déclaration ci-dessous est faite en vue de dissiper ces doutes:

« Les navires affrétés par les Etats, soit à temps, soit au voyage, pourvu qu'ils soient affectés exclusivement à un service gouvernemental et non commercial, ainsi que les cargaisons que ces navires transportent ne peuvent être l'objet de saisies, d'arrêts ou de détentions quelconques, mais cette immunité ne porte aucun préjudice à tous autres droits ou recours pouvant appartenir aux intéressés. Une attestation délivrée par le représentant diplomatique de l'Etat en cause, de la manière prévue à l'article 5 de la Convention, doit valoir également en ce cas preuve de la nature du service auquel le navire est affecté. »

II

Pour l'exception prévue à l'article 3, paragraphe I, il est entendu que la propriété du navire acquise à l'Etat ou l'exploitation du navire effectuée par l'Etat au moment des mesures de saisie, d'arrêt ou de détention sont assimilées à la propriété existant ou à l'exploitation pratiquée au moment de la naissance de la créance.

En conséquence, cet article pourra être invoqué par les Etats en faveur des navires leur appartenant ou exploités par eux, au moment des mesures de saisie, d'arrêt ou de détention, si ils sont affectés à un service exclusivement gouvernemental et non commercial.

III

Il est entendu que rien dans les dispositions de l'article 5 de la Convention n'empêche les Gouvernements intéressés de comparaître eux-mêmes, en se conformant à la procédure prévue par les lois nationales, devant la juridiction saisie du litige et d'y produire l'attestation prévue audit article.

IV

La convention n'affectant en rien les droits et obligations des belligérants et des neutres, l'article 7 ne porte préjudice en aucune manière à la juridiction des cours de prises dûment constituées.

V

Il est entendu que rien dans les dispositions de l'article 2 de la Convention ne limite et n'affecte en aucune manière l'application de règles nationales de procédure dans les affaires où l'Etat est partie.

VI

Lorsque se pose la question de preuves à administrer ou de documents à produire, si, de l'avis du Gouvernement intéressé, semblables preuves ne peuvent être administrées ou semblables documents produits sans qu'il en résulte un préjudice pour des intérêts nationaux, ledit Gouvernement pourra s'abstenir en invoquant la sauvegarde de ces intérêts nationaux.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé le présent Protocole additionnel qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention du 10 avril 1926 auquel il se rapporte.

Fait à Bruxelles, le 24 mai 1934, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge.

[Here follow the signatures: see page 20]

[Translation]

PROTOCOL
SUPPLEMENTARY TO THE INTERNATIONAL CONVENTION
FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES CONCERNING
THE IMMUNITY OF STATE-OWNED SHIPS OF APRIL 10, 1926

The Governments signatory to the International Convention for the Unification of certain Rules concerning Immunity of State-owned Ships, recognising the necessity of making clearer certain provisions of the Convention, have appointed the undersigned plenipotentiaries, who, having communicated their respective full powers found in good and due form, have agreed as follows:—

I

Whereas it has been doubted whether, and to what extent, the expression “exploités par lui” in article 3 of the Convention⁽²⁾ extends or could be construed as extending to ships chartered by a State, whether for time or voyage, it is hereby declared for the purpose of removing such doubts, as follows:—

“Ships on charter to a State, whether for time or voyage, while exclusively engaged on governmental and non-commercial service, and cargoes carried therein, shall not be subject to any arrest, seizure or detention whatsoever, but this immunity shall not prejudice in any other respect any rights or remedies accruing to the parties concerned. A certificate given by a diplomatic representative of the State concerned in manner provided by article 5 of the Convention shall be conclusive evidence of the nature of the service on which the ship is engaged.”

II

For the purpose of the exception provided by article 3, paragraph 1, it is understood that the ownership or operation of a ship acquired or operated by a State at the time when steps by way of seizure, arrest or detention are taken has the same legal consequences as ownership or operation at the time when the cause of action arises.

That article may accordingly be invoked by States in favour of ships belonging to or operated by them at the time when steps are taken by way of seizure, arrest or detention, if the ships are engaged exclusively in Government and non-commercial service.

III

It is understood that nothing in the provisions of article 5 of the Convention prevents Governments interested from themselves appearing before the Court in which the legal proceedings are pending in accordance with the procedure prescribed by the municipal law, and producing to it the certificate contemplated by the said article.

⁽²⁾ The words “appartenant à un État ou exploités par lui” appear in the English translation of the Convention as “owned or operated by a State.”

IV

Inasmuch as the Convention in no respect affects the rights and obligations of belligerents and neutrals, article 7 does not in any way prejudice the jurisdiction of duly constituted Prize Courts.

V

It is agreed that nothing contained in the provisions of article 2 of the Convention shall limit or affect in any way the application of rules of procedure prescribed by municipal law with regard to proceedings to which the State is a party.

VI

Where any question of the furnishing of evidence or production of documents arises and the Government concerned is of opinion that the furnishing of such evidence or the production of such documents would be detrimental to its national interests, the said Government may decline to furnish such evidence or to produce such documents by pleading the necessity of safeguarding national interests.

In faith whereof the undersigned duly authorised by their Governments have signed the present supplementary protocol which shall be considered as forming an integral part of the Convention of the 10th April, 1926, to which it relates.

Done at Brussels the 24th May, 1934, in a single copy, which shall remain in the archives of the Belgian Government.

[For signatures, ratifications, etc. of the Protocol see page 20]

RATIFICATIONS OF AND ACCESSIONS TO THE CONVENTION
AND PROTOCOL

<i>Signatory States</i>	<i>Date of deposit of Ratification</i>	<i>Effective date</i>
Belgium	8 Jan. 1936 (a)	8 Jan. 1937
Brazil	8 Jan. 1936	8 Jan. 1937
Chile	8 Jan. 1936	8 Jan. 1937
Denmark	16 Nov. 1950	16 May 1951
Estonia	8 Jan. 1936	8 Jan. 1937
France	27 July 1955 (b)	27 Jan. 1956
Germany	27 June 1936 (c)	8 Jan. 1937
Hungary	8 Jan. 1936	8 Jan. 1937
Italy	27 Jan. 1937 (d)	27 July 1937
Mexico		
Netherlands	8 July 1936 (e)	8 Jan. 1937
Norway	25 April 1939 (g)	25 Oct. 1939
Poland	8 Jan. 1936	8 Jan. 1937 (denounced 17 Mar. 1952)
	16 July 1976 (re-ratified)	16 Jan. 1977
Portugal	27 June 1938 (f)	27 Dec. 1938
Romania	4 Aug. 1937	4 Feb. 1938 (denounced 21 Sept. 1959)
Spain		
Sweden	1 July 1938 (g)	1 Jan. 1939
United Kingdom	3 July 1979 (h)	3 Jan. 1980
Yugoslavia		(i)

ACCESSIONS

<i>State</i>	<i>Date of deposit of Accession</i>	<i>Effective date</i>
Argentine Republic... ..	19 April 1961	19 Oct. 1961
Congo, Democratic Republic of ...	17 July 1967 (<i>j</i>)	17 Jan. 1968
Greece	19 May 1951	19 Nov. 1951
Switzerland	28 May 1954	28 Nov. 1954
Turkey	4 July 1956	4 Jan. 1957
United Arab Republic	17 Feb. 1960 (<i>k</i>)	17 Aug. 1960
Uruguay	15 Sept. 1970	15 Mar. 1971

(a) Did not include Belgian Congo and Rwanda Urundi.

(b) The French ratification included the Malagasy Republic, whose declaration of succession was registered on 13 July 1965.

(c) The Convention and Protocol were re-applied between the Federal Republic of Germany and the Governments of Belgium, Brazil, Italy, Norway and the Netherlands on 1 November 1953. They apply to Berlin (West).

(d) Included the Italian Colonies.

(e) Included Netherlands East Indies, Curaçao and Surinam.

(f) Did not apply to the Portuguese Colonies.

(g) Did not affect the provisions of the Rome Convention of 23 November 1933 for transport of Goods and of Passengers and Baggage.

(h) With reservation and statement, see below.

(i) The Convention was signed for the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

(j) Became the Republic of Zaire in 1971.

(k) In a communication to the Belgian Government dated 4 October 1962 the Government of the Syrian Arab Republic (which seceded from the United Arab Republic in 1961) declared that it considered itself bound by the Convention and Protocol as from 17 August 1960, the effective date of the UAR accession. The UAR became the Arab Republic of Egypt in 1971.

UNITED KINGDOM

Reservation

The United Kingdom instrument of ratification contains the following reservation:

"The United Kingdom reserves the right to apply Article 1 of the Convention to any claim in respect of a ship which falls within the Admiralty jurisdiction of their courts, or of the courts of any territory in respect of which they are party to the Convention.

The United Kingdom reserve the right, with respect to Article 2 of the Convention, to apply in proceedings concerning another Contracting Party or ship of another Contracting Party the rules of procedure set out in Chapter II of the European Convention on State Immunity, signed at Basle on 16 May 1972.

In order to give effect to the terms of any international agreement with a non-Contracting State, the United Kingdom reserve the right to make special provision

- (a) as regards the delay or arrest of a ship or cargo belonging to such a State, and
- (b) to prohibit seizure of or execution against such a ship or cargo."

Statement

In a Note accompanying their instrument of ratification, the Government of the United Kingdom declared that under the provisions of Article 11 of the Convention, the Convention and Protocol would not apply to the Bailiwick of Jersey, the Bailiwick of Guernsey, the Isle of Man, Bermuda, British Indian Ocean Territory and Gibraltar.

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

Government Bookshops

49 High Holborn, London WC1V 6HB
13a Castle Street, Edinburgh EH2 3AR
41 The Hayes, Cardiff CF1 1JW
Brazennose Street, Manchester M60 8AS
Southey House, Wine Street, Bristol BS1 2BQ
258 Broad Street, Birmingham B1 2HE
80 Chichester Street, Belfast BT1 4JY

*Government publications are also available
through booksellers*